



Guide pratique des affaires en Russie

| Bellerage



Guide pratique des affaires en Russie

- 1. Introduction . . . **1**
- 2. À propos de la Fédération de Russie . . . **2**
- 3. Présence commerciale en Russie . . . **4**
- 4. Types de sociétés . . . **5**
- 5. Finances . . . **6**
 - 5.1. Système bancaire . . . **6**
 - 5.2. Financement de l'activité commerciale . . . **7**
- 6. Imposition . . . **8**
- 7. Ressources humaines . . . **10**
 - 7.1. Relations professionnelles . . . **10**
 - 7.2. Travailleurs indépendants . . . **11**
 - 7.3. Permis de travail et visas . . . **11**
- 8. Protection des données personnelles . . . **12**
- 9. Licence, Certification, Marquage . . . **13**
- 10. Propriété intellectuelle et secret commercial . . . **13**
- 11. Déclaration en douane . . . **14**
- 12. Opérations intragroupe . . . **14**
- 13. Comptabilité et Audit . . . **14**
- 14. Zones économiques spéciales . . . **15**
- À propos de **Bellerage** . . . **16**
- Contacts . . . **17**

1. Introduction

Le présent Guide a été élaboré par la société **Bellerage** afin de présenter aux sociétés et aux entrepreneurs étrangers à la Russie, un aperçu des principaux aspects réglementaires qui sont à prendre en compte pour la réussite commerciale dans ce pays, notamment des considérations de base quant à la fiscalité, la comptabilité et du droit. Les données citées dans cette brochure ont été actualisées en début d'année 2023.

Pour toutes questions plus spécifiques, les experts de **Bellerage** sont disposés à fournir plus d'informations. Vous trouverez les contacts et la liste de nos services à la fin du présent Guide.



2. À propos de la Fédération de Russie

La Russie couvre 11 fuseaux horaires. Du fait qu'il n'existe pas de changement d'heure saisonnier en Russie, la différence entre Moscou et Paris varie. En hiver elle est de 2h, en été de 1h.

Capitale : Moscou
 Superficie : **17 millions** de mètres carrés
 Population (2021) :
147,2 millions d'habitants
16 villes dont la population dépasse le million d'habitants
 Langue officielle : Russe
 Religion dominante : Christianisme orthodoxe
 Ethnies : Plus de **200** ethnies, ethnie dominante : Russe (plus de **80 %**)
 Devise : Rouble russe (RUB)
 Président : Vladimir Poutine
 Produit intérieur brut nominal (2021) : USD **1 776 mia.**
 PIB par habitant (2021) : USD **12 173**

Sources: IMF, Banque mondiale, Banque centrale de la Fédération de Russie, Rosstat

Les restrictions internationales ont ouvert la voie à une stratégie de substitution des importations et de localisation de la production, en particulier dans le secteur de l'agroalimentaire, des biens de consommation et des médicaments.

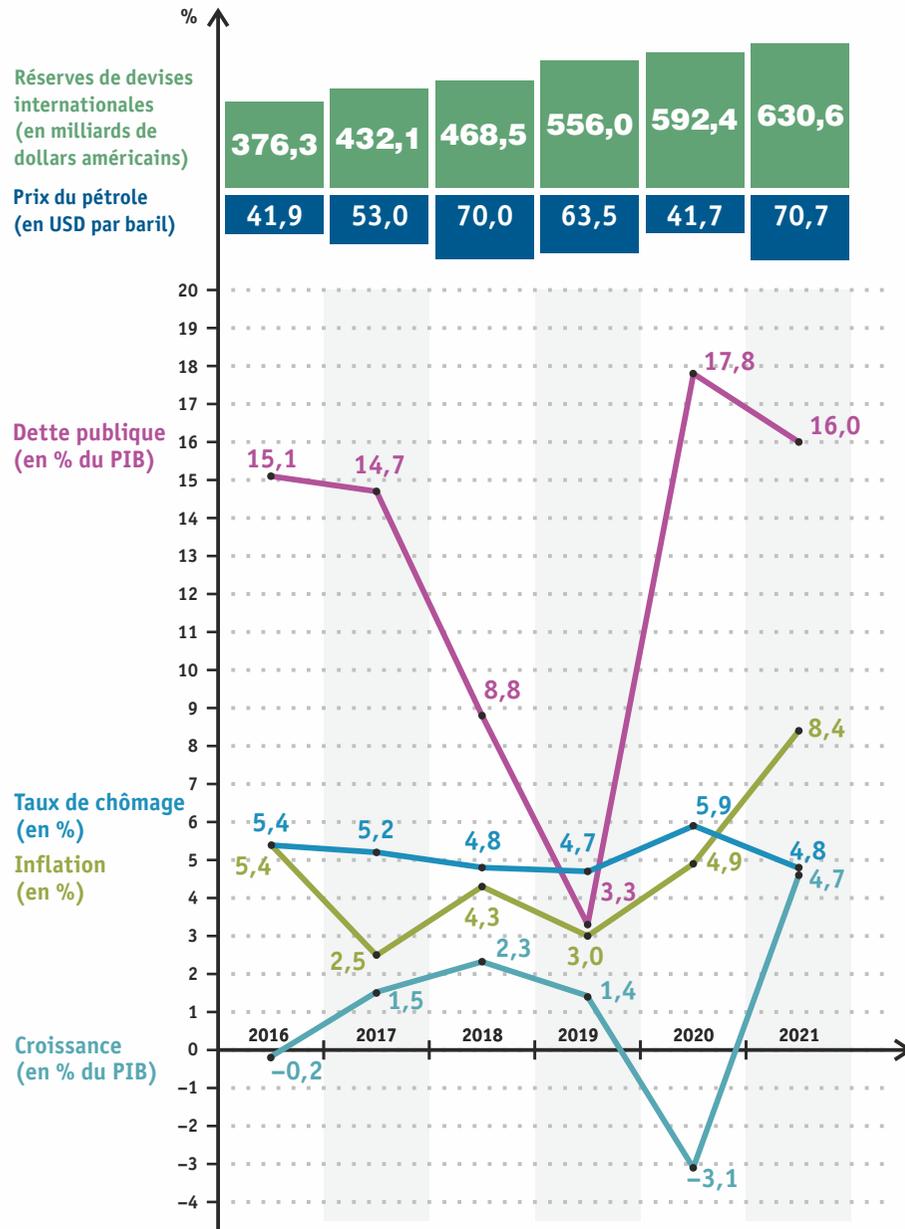
Les projets de localisation et de substitution aux importations sont fortement stimulés par des programmes publics de soutien, par exemple dans le cadre de contrats d'investissement spéciaux, de développements de parcs technologiques ou d'établissements de zones économiques spéciales.



En dépit des bouleversements survenus en 2022, les mesures opérationnelles prises par le gouvernement, les réserves accumulées et la stabilité du marché du travail ont permis d'éviter une forte contraction de l'économie russe. Selon les prévisions du ministère du Développement Économique de la Fédération de Russie,

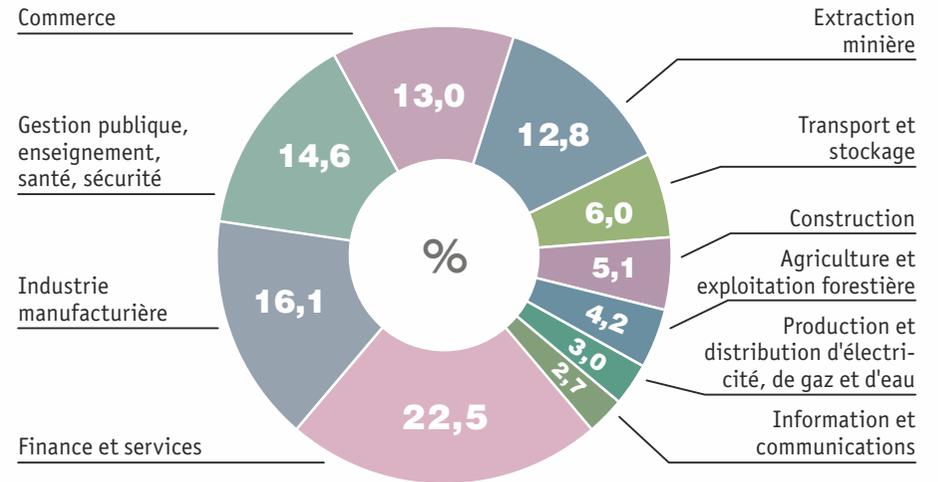
le PIB fin 2022 ne devrait pas enregistrer une baisse de plus de 2,9% et est attendue pour 2024 sa croissance selon un taux moyen de 2,6% par an, principalement en raison de l'augmentation de la demande intérieure pour ce qui est de la consommation et des investissements.

Indicateurs économiques clés

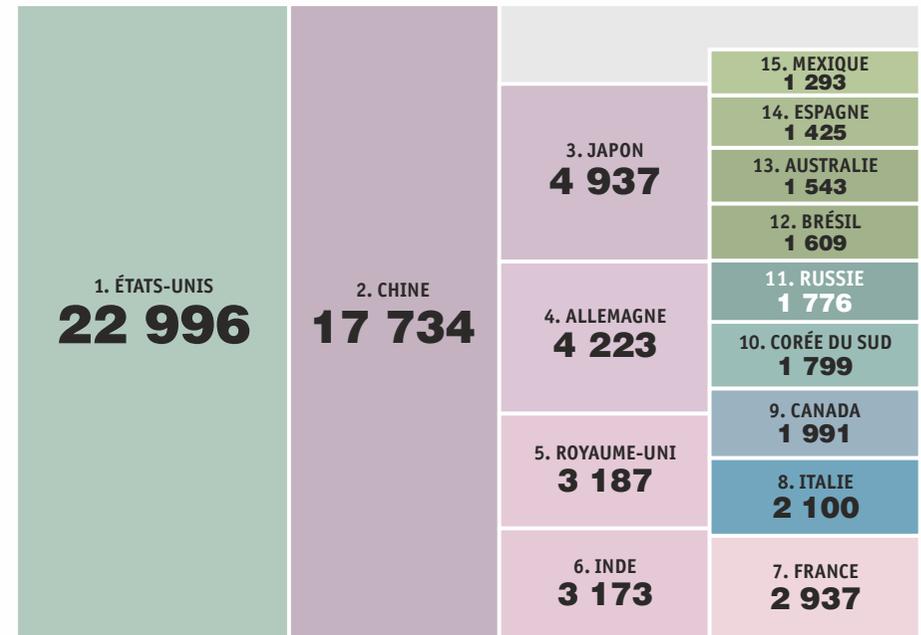


Sources : IMF, Banque centrale de la Fédération de Russie, Rosstat, Ministère du Développement économique, Ministère des finances

Distribution du PIB (en %), 2021



PIB nominal, 2021, en milliards de \$



3. Présence commerciale en Russie

Options pour être présent sur le marché russe

1. Sans présence permanente en Russie :

vente directe par une société étrangère à des clients russes ou par l'intermédiaire d'un distributeur russe.

2. Avec une présence permanente en Russie :

au travers d'un bureau de représentation, d'une succursale ou d'une filiale.

Options	Principes de bases	Fonctions possibles	Moyens de financement par les fondateurs	Délais d'enregistrement	Commentaires
Vente directe	Toutes les taxes et droits de douane doivent être réglés par le client, avec l'exception de la vente de services électroniques. Dans ce cas, l'enregistrement au service des impôts russe est obligatoire	Vente sans présence permanente en Russie	—	—	—
Vente par l'intermédiaire d'un distributeur	Toutes les taxes et les droits de douane sont assumés par le distributeur	Vente sans présence permanente en Russie	—	—	—
Bureau de représentation*	N'est pas considéré comme entité juridique indépendante, mais comme part d'une société étrangère. Types d'activités limités. Soumis uniquement aux taxes sur les salaires et à la contribution foncière	Recherche de clients et de partenaires, marketing. Ne peut pas conclure de contrats, ni être utilisé pour la certification de produits et l'octroi de licences. Dédouanement des marchandises uniquement (!) pour usage privé	Virement bancaire de la société mère (mode de financement pratique et simple)	8–12 semaines	Frais d'inscription 138 000 roubles
Succursale	N'est pas considéré comme entité juridique indépendante, mais comme part d'une société étrangère. Peut réaliser tous types d'activités. Assume toutes les taxes et les droits de douane	Recherche de clients et de partenaires, marketing, conclusions de contrat et vente. Ne peut pas être utilisé pour la certification de produits et l'octroi de licences. Dédouanement des marchandises principalement (!) pour usage personnel	Virement bancaire de la société mère (mode de financement pratique et simple)	8–12 semaines	Frais d'inscription 138 000 roubles
Filiale**	Personne morale indépendante assumant toutes les responsabilités légales. Paie toutes les taxes et les droits de douane	Pratique des affaires sans restrictions. Peut procéder à la certification de produits et l'octroi de licences	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du capital (statuaire ou additionnel) • Financement sans remboursement • Emprunts des actionnaires 	3–6 semaines	Lors de l'inscription d'une société à responsabilité limitée, les frais d'inscription s'élèvent à 4 000 roubles, et le capital statuaire à 10 000 roubles au minimum

* Un bureau de représentation peut exercer une activité commerciale. Dans ce cas, il équivaut à une succursale.

** Pour travailler efficacement sur le territoire de la Fédération de Russie — conclusions de contrats, importation de marchandises — il est conseillé de créer une filiale.

4. Types de sociétés

Formes juridiques des sociétés

- **La Société à responsabilité limitée (SARL)** — forme la plus répandue
- **La Société anonyme (SA)**
- **La société publique par actions (SPA)** la moins populaire, car soumise à des exigences supplémentaires en matière de publication d'informations

SARL (Société à responsabilité limitée)	SA / SPA (Société anonyme / Société publique par actions)
50 participants maximum	Le nombre d'actionnaires est illimité
Le capital statuaire doit être de 10 000 RUB minimum	Le capital social minimum est fixé à 10 000 RUB pour une SA et 100 000 RUB pour une SPA
Le capital statuaire n'est pas divisé en actions, il s'exprime en parts de propriété	Le capital statuaire est divisé en actions
Le capital statuaire est payé dans un délai de 4 mois à partir de l'enregistrement	50 % du capital statuaire est payé dans un délai de 3 mois et les 50 % restants sont payés dans un délai d'un an à partir de l'enregistrement
La liste des actionnaires est gérée par la société elle-même	Le registre des actionnaires est géré par une société externe agréée
Un participant peut être exclu sur décision de justice en cas de violations répétées de la loi ou des statuts de la société	Un actionnaire ne peut pas être exclu
Un participant peut quitter la société, si cela est prévu par les statuts, ou vendre ses parts	Un actionnaire ne peut pas quitter la société, mais il peut vendre ses actions
Les parts des participants ne sont pas considérées comme des titres	Les actions sont des titres, soumis à une régulation et à l'inscription auprès de la Banque centrale
La liste des participants est inscrite au Registre	Seuls les fondateurs sont inscrits au Registre national unique des personnes morales

Enregistrement d'une société

Pour enregistrer une société, une documentation spécifique doit être établie, certifiée conforme par un notaire, puis déposée à l'inspection fiscale.

La certification par le notaire peut être effectuée en Russie ou à l'étranger.

Tous les fondateurs de la future société doivent être présents lors du dépôt de dossier chez le notaire.

La procédure complète d'enregistrement d'une société (statuts de société, acte d'association, autorisation du propriétaire des lieux, etc.) dure généralement 3 à 6 semaines; le délai officiel pour l'examen par les autorités étant une semaine. Il est à noter que **le pourcentage de refus pour une inscription initiale s'élève à 15 %**.

À titre d'adresse du siège social de la société, il est recommandé d'indiquer l'adresse réelle du bureau, du lieu de travail. Dans certains cas, l'enregistrement est possible à l'adresse du domicile du directeur général ou du propriétaire. Pour les adresses « nominales », les risques de refus lors de l'inscription ou de l'ouverture de compte bancaire sont élevés. Une telle société risque de ne pas être autorisée à participer à des appels d'offres ou même d'être liquidée de force ainsi que son directeur disqualifié pour une période allant jusqu'à trois ans.

Propriétaires de la société et Directeur général

Associés (SARL) / Actionnaires (SA / SPA) :

- Les associés / actionnaires peuvent être tenus responsables à titre personnel des dettes de l'entreprise, si celles-ci résultent de leurs actions ou décisions.
- Les associés / actionnaires peuvent conclure un pacte d'actionnaires, mais ses capacités sont limitées par la législation russe. En pratique, les pactes d'actionnaires sont généralement conclus sous d'autres juridictions.
- Les dettes de la société envers un associé / actionnaire peuvent être converties en capital statuaire.
- Une personne morale n'ayant qu'un participant / actionnaire ne peut créer une autre personne morale.
- Depuis 2022, les transactions concernant des parts de sociétés russes avec la participation de personnes issues des pays ayant imposé des sanctions contre la Russie font l'objet d'une procédure temporaire spéciale : ces transactions ne sont possibles que sur décision de la Commission gouvernementale de contrôle des investissements étrangers.

Le niveau de responsabilité du directeur général d'une entreprise russe est nettement plus élevé que celui de son homologue dans une société occidentale

Directeur général :

- Le directeur général répond intégralement des activités de la société dans le cadre du droit du travail, fiscal, douanier et **pénal**.
- La fonction de directeur générale peut être assumé par une société de gestion. Il est également permis de désigner simultanément la société de gestion et le directeur général, si cela est prévu par les statuts.
- Une seule société peut avoir plusieurs directeurs généraux (même si cette option n'est presque jamais utilisée).
- Pour minimiser les risques, les pouvoirs du directeur général peuvent être limités par les statuts de la société.

Fermeture de la société

La fermeture officielle d'une société en Russie est un processus long et complexe. C'est pourquoi les entreprises cessent souvent leurs activités sans néanmoins liquider la personne morale, continuant de présenter aux autorités des rapports « à résultat nul ».

Les deux principaux types de fermetures d'une société sont la liquidation et la faillite.

Liquidation	Faillite
<p>Motif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décision des participants/actionnaires (liquidation volontaire) • décision de l'administration fiscale ou du tribunal (liquidation forcée) 	<p>Motif: décision de justice liée à un manquement de la société à ses obligations envers ses créanciers et/ou l'État</p>
<p>Le délai de fermeture pour une SARL peut aller jusqu'à 12 mois, à compter du moment où la décision est déposée auprès des autorités fiscales. Ce délai peut être prolongé de 6 mois</p>	<p>Délai: de 1 à 5 ans</p>
<p>Procédure réglementée, incluant un contrôle fiscal</p>	<p>Procédure très complexe, incluant la nomination d'un gérant externe, la vente des biens de la société aux enchères, le remboursement des créanciers. En Russie, la direction et les fondateurs d'une société sont responsables pénalement en cas de faillite intentionnelle</p>

5. Finances

5.1. Système bancaire

En Russie, le contrôle du secteur bancaire est réalisé par la Banque centrale de la Fédération de Russie. Elle octroie les licences et contrôle les banques, crée la masse monétaire, définit le taux d'intérêt directeur et les taux de change officiels.

Ouverture d'un compte bancaire

Une société peut ouvrir un ou plusieurs comptes, en roubles ou dans d'autres devises, dans plusieurs banques.

Pour ouvrir un compte, il est nécessaire de collecter un ensemble de documents soumis et signés **par le Directeur général** en présence d'un employé de banque.

En vertu de la loi, la divulgation de tous les bénéficiaires finaux avec une participation supérieure à 25% est requise. Dans ce cas la période d'ouverture d'un compte est généralement de 1 à 2 semaines. Toutefois dans la pratique, les banques peuvent exiger la divulgation d'informations sur les bénéficiaires détenant plus de 10% du capital.

L'ouverture d'un compte peut alors durer un mois ou plus.

Dans le cadre de la mise en place de sanctions et de restrictions sur les transactions internationales, il est recommandé d'ouvrir des comptes dans les divisions russes des banques étrangères, en tenant compte :

Banque internationale (Raiffeisenbank, OTP Bank, Bank of China et autres)	Banque russe à participation gouvernementale (Sberbank et autres)	Banque commerciale russe
Fiabilité	Fiabilité	Stabilité financière plus faible
Absence de restrictions liées aux sanctions mises en place	Présence de restrictions liées aux sanctions mises en place	Présence de restrictions liées aux sanctions mises en place
Plus longue procédure pour l'ouverture d'un compte	Plus longue procédure pour l'ouverture d'un compte	Ouverture de compte plus rapide et plus simple

Un ressortissant étranger peut également ouvrir un compte à titre personnel dans une banque en Russie dans n'importe quelle devise offerte. Il doit pour cela, remplir une déclaration spéciale à la banque, présenter une traduction de son passeport certifiée conforme par un notaire et le document l'autorisant à séjourner en Russie.

Lors de l'ouverture d'un compte dans une banque étrangère, les résidents de la Fédération de Russie doivent en informer l'inspection fiscale et fournir annuellement des informations sur les mouvements de compte.

Contrôle des changes

Les règlements entre résidents russes doivent s'effectuer exclusivement en roubles. Les prix fixés dans les contrats peuvent être indiqués dans n'importe quelle devise, mais doivent être recalculés en roubles lors du paiement.

Les règlements entre résidents et non-résidents russes peuvent s'effectuer dans n'importe quelle devise. Ils sont soumis au contrôle des devises obligatoire par les banques (même s'ils sont effectués en roubles).

Pour les opérations d'importation d'une valeur de plus de 3 millions de roubles, et d'exportation de plus de 10 millions de roubles (y compris l'import / export de services), le contrat servant de base à ces transactions doit être enregistré auprès de la banque.

Des infractions au contrôle des changes peuvent être amendées avec des montants allant jusqu'à 100 % de la transaction

5.2. Financement de l'activité commerciale

Moyens de financement de l'activité commerciale par les fondateurs

1. Augmentation du capital (statuaire ou additionnel)
2. Financement sans remboursement
3. Emprunt

Augmentation du capital (statuaire ou additionnel)	Financement sans remboursement	Emprunt
Réalisée sur la base d'une décision de l'assemblée générale des participants. Toute modification du capital statuaire doit être enregistrée auprès de l'inspection fiscale. Une modification du capital additionnel ne doit pas être enregistrée	Réalisé sur la base d'une décision de l'assemblée générale des participants. Ne doit pas être enregistrée auprès de l'inspection fiscale	Un emprunt est octroyé sur la base d'un contrat d'emprunt. Forme juridique simple
Ne crée pas de charge fiscale supplémentaire sous certaines conditions. Un apport en capital peut être retourné aux participants*	Ne crée pas de charge fiscale supplémentaire, si les fonds proviennent d'un participant ayant une participation supérieure à 50 %	L'obtention et le remboursement* d'emprunt ne sont pas assujettis aux impôts. L'annulation d'un prêt émis par un prêteur étranger avant le 1er mars 2022 est également exonérée d'impôt**
	Soumis au contrôle des changes , si l'une des parties est un non-résident	Soumis au contrôle des changes , si l'une des parties est un non-résident. Exige l'établissement d'un passeport de transaction, si le montant est supérieur à 3 millions de roubles
	N'augmente pas les dettes de la société, rend les indicateurs financiers plus attractifs	Augmente les dettes de la société, rend les indicateurs financiers moins performants
Il est courant d'augmenter le capital statuaire dans le cadre d'une redistribution des parts des associés, ainsi que pour répondre aux exigences de certains appels d'offre	Assimilé à un autre revenu dans la comptabilité, augmentant le bénéfice (réduit les pertes)	Pratique pour le financement temporaire. Le paiement des intérêts d'un emprunt à une personne physique résidente est souvent plus avantageux que le paiement de dividendes du point de vue fiscal

* Certaines juridictions sont soumises à des restrictions temporaires anti-sanctions

** En vigueur fin 2022

6. Imposition

Types d'impôts en Russie

- Impôts fédéraux** : TVA, impôt sur les sociétés (partiellement), accises, impôt sur l'exploitation des matières premières, impôt sur l'eau
- Impôts régionaux** : impôt sur les sociétés (partiellement), impôt sur la fortune, impôt sur le transport, impôt sur le secteur des jeux d'argent
- Impôts locaux** : taxe foncière, taxe sur le commerce

Impôt	Taux	Base	Paiements
TVA	<ul style="list-style-type: none"> 20 % : pour la plupart des produits et services. 10 % : pour certains produits alimentaires, médicaments, produits pour enfants etc. 0 % : pour l'exportation de marchandises, les services de transport public, etc. Sans TVA : pour certains articles et services médicaux, certains types de redevances, etc. 	Prix des produits et services réalisés. Il est possible de déduire la TVA, payée par le fournisseur lors de la production d'un produit/service réalisé.	Chaque trimestre
Impôt sur le revenu des sociétés	20 % (taux préférentiel possible pour certaines catégories d'entreprises et d'activités)	Revenus moins les dépenses déductibles dans la base d'imposition	Trimestriel ou mensuel
Impôt sur les biens	Jusqu'à 2,2 % en fonction de la région	Valeur comptable ou cadastrale de l'immobilier	Chaque année
Taxe foncière	Jusqu'à 1,5 % en fonction de la région	Prix du terrain sur le cadastre	Chaque année
Impôt sur le transport	1–200 roubles par ch	Puissance du moteur en cheval-vapeur (ch)	Chaque année
Impôt sur les dividendes	<ul style="list-style-type: none"> 13 % / 15 % pour les personnes physiques résidant en Fédération de Russie (en fonction de la taille du revenu total) 13 % / 0 % pour les personnes morales résidant en Fédération de Russie (en fonction de la taille de la part et de la durée de possession) 15 % pour les non-résidents, sauf disposition contraire prévue par des accords internationaux 	Dividendes	Lors des versements

Il existe d'autres types d'impôts et de taxes en fonction de la région, du type d'entreprise ou des actifs de la société. Certains types de produits (cigarettes, alcool, etc.) sont soumis à des droits d'accise.

Cotisations sociales et impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)

Les cotisations sociales sont payées au à la Caisse de sécurité sociale et à la Caisse d'assurance maladie. Elles sont versées par l'employeur en fonction du salaire de l'employé.

Taux de base des versements :

Nationalité de l'employé	Totalité des cotisations sociales		IRPP*		
	Si le total du revenu brut annuel est inférieur ou égal à 1,5 millions de roubles	supérieur à 1,5 millions de roubles	Résidents**	Nonrésidents**	
Russes et citoyens de l'UEEA	30%	15,1%	<ul style="list-style-type: none"> 13 % si le revenu annuel < 5 millions de roubles 15 % si le revenu annuel > 5 millions de roubles 	30%	
Étrangers, hors citoyens de l'UEEA :					
Séjour temporaire (avec visa)	23,8%	10%		30%	
Permis de séjour temporaire ou permanent	30%	15,1%		30%	
Statut VKS (les spécialistes hautement qualifiés)	—	—			

* Le contribuable de l'IRPP est l'employé, mais le paiement est effectué par la société, à la source.

** La résidence fiscale est définie par la durée de séjour sur le territoire au cours des 12 derniers mois — dans ce cas, le résident est une personne se trouvant en Russie plus de 183 jours par an au total.

Certaines entreprises appliquent des tarifs préférentiels pour les primes d'assurance (par exemple, les PME – voir page 9, les compagnies du secteur informatique – voir page 10).

En outre, l'employeur paie **des cotisations sociales obligatoires contre les accidents du travail et maladies professionnelles**, entre **0,2 %** et **8,5 %**, en fonction de l'activité de la société. Pour la plupart des entreprises fournissant des services ou faisant du commerce, le taux de ces contributions est de **0,2 %**.

Régime simplifié d'imposition (RSI)

Les sociétés ayant choisi le régime RSI ne paient ni la TVA (hormis pour les importations), ni l'impôt sur le revenu des sociétés.

Le RSI est accessible aux sociétés remplissant tous les critères suivants :

- 1) au moins **75 %** de la société appartient à une ou des personne(s) physique(s)

- 2) le revenu annuel est inférieur ou égal à **188 millions** de roubles
- 3) le coût des actifs immobilisés est inférieur ou égal à **150 millions** de roubles
- 4) la société compte au maximum **100** salariés
- 5) la société n'a pas de succursales

La société peut alors choisir l'un des deux systèmes du RSI :

- **15 %** du résultat comptable (différence entre les revenus et les dépenses), mais pas moins de **1 %** du chiffre d'affaires (valable pour Moscou ; chaque sujet de la Fédération de Russie a le droit de déterminer indépendamment le taux pratiqué, de 5 à 15%)
- **6 %** des revenus (valable pour Moscou ; chaque sujet de la Fédération de Russie a le droit de déterminer indépendamment le taux pratiqué, de 1 à 6 %)

Les entreprises ayant dépassé les plafonds peuvent rester classées RSI si :

- le chiffre d'affaires annuel est compris **entre 188 et 251 millions** de roubles *
- le personnel de l'entreprise est compris **entre 100 et 130** employés

Dans ce cas, des taux d'imposition majorés sont appliqués en fonction du régime RSI choisi :

- **20 %** de la différence entre les revenus et les dépenses
- **8 %** des revenus

Régime de taxation simplifié automatisé

Les autorités fiscales s'efforcent de maximiser la transparence et l'automatisation du processus d'interaction avec les entreprises.

Le calcul automatique des taxes a été introduit dans certaines entités de la Fédération de Russie, y compris Moscou, et est disponible pour les entreprises répondant aux critères suivants :

- 1) au moins **75 %** de la société appartient à une personne physique(personnes)
- 2) le revenu annuel ne dépasse pas **60 millions** de roubles
- 3) le coût des immobilisations ne dépasse pas **150 millions** de roubles
- 4) la société ne compte pas plus de **5** employés, tous les employés étant des résidents fiscaux de la Fédération de Russie
- 5) la société n'a pas de succursales
- 6) les comptes chèques sont ouverts uniquement dans les banques russes autorisées
- 7) le salaire est payé uniquement de manière dématérialisée

Les entreprises bénéficient de l'un des deux systèmes de taxation simplifié automatisé :

- **20 %** de la différence entre les revenus et les dépenses (mais pas moins de 3% des revenus)
- **8 %** des revenus

L'imposition est calculée par l'administration fiscale et par la banque. Les primes d'assurance ne sont pas prises en compte pour ce calcul. Presque toutes les formes de déclaration ont également été supprimées.

Avantages fiscaux pour les petites et moyennes entreprises (PME)

Les PME inscrites au registre des petites et moyennes entreprises du Service fédéral des impôts bénéficient d'une aide gouvernementale spéciale

Principaux avantages fiscaux pour les PME

1. Taux réduit pour les cotisations aux assurances sociales — **15 %** sur les revenus dépassant le salaire minimum (au lieu de ~ 30 %) ;
2. Possibilité de conclure des contrats de travail à durée déterminée avec un effectif allant jusqu'à **35** personnes, pour le secteur de la vente au détail — jusqu'à **20** personnes ;
3. Atténuation des sanctions pour les infractions administratives ;
4. Droits de priorité dans les appels d'offres étatiques ;
5. Simplification de la réglementation comptable et de la gestion des documents du personnel, etc.

Conditions d'inscription au registre des PME

L'inscription automatique au registre est prévue pour les entreprises qui ont :

- 1) Chiffre d'affaires annuel jusqu'à **2 milliards** de roubles.
- 2) Nombre d'employés jusqu'à **250** personnes
- 3) Plus de **51 %** de l'entreprise est détenue par des particuliers ou des PME (il existe des exceptions pour ce critère)

Une entreprise à participation étrangère peut également obtenir le statut de PME si l'actionnaire étranger répond également aux critères de chiffre d'affaires et d'effectifs et n'est pas immatriculé dans une zone offshore.

Ces faits doivent être confirmés par un auditeur indépendant qui vérifie les données et les transmet au Service fédéral des impôts.

Le registre est mis à jour mensuellement, tandis que les informations sur les participants étrangers doivent être confirmées annuellement.

* Les limites de revenu annuel sont en vigueur pour l'année 2023

Avantages pour le secteur informatique

Les avantages suivants sont disponibles pour les entreprises du secteur informatique accréditées:

- Absence de contrôles planifiés par les autorités publiques jusqu'à fin 2024
- Report du service militaire, prêts préférentiels pour les employés de certaines branches
- Procédure simplifiée d'emploi de professionnels étrangers
- Taux de cotisation total de **7,6 %** (au lieu de ~ 30%)
- Taux d'imposition sur le revenu de **0 %** (au lieu de 20%)

La législation dans le secteur informatique étant régulièrement mise à jour, nous vous recommandons de vérifier les critères en vigueur pour l'obtention de ces avantages.

7. Ressources humaines

7.1. Relations professionnelles

Les relations entre les employés et les employeurs sont principalement régies par le Code du travail de la Fédération de Russie. Il favorise plutôt les intérêts des travailleurs.

Presque tous les documents du personnel et règlements internes peuvent être signés électroniquement (via le programme KEDO), sans duplicata papier. Pour passer au KEDO, l'organisation et les employés doivent avoir une signature électronique. KEDO est particulièrement utile pour les entreprises employant du personnel à distance.

Options pour employer du personnel

Embauche par contrat de travail	Portage salarial
[+] Mode le plus répandu	[-] Possible dans des cas exceptionnels, pour une durée maximale de 9 mois
[+] Peut être à durée limitée dans certains cas	[-] Souvent contrôlé par les autorités
[-] Procédure de résiliation compliquée	[-] Risque de contestations juridiques de la part des employés

Procédure d'embauche par contrat de travail

- 1) Entretiens/Tests
- 2) Proposition d'embauche. En Russie, cette proposition n'a pas d'effet contraignant
- 3) Conclusion du contrat de travail
- 4) Signatures des documents contractuels : ordre d'embauche, acte de prise de connaissance du règlement interne, etc.

A partir de 2021, il est possible d'établir dans un contrat de travail aussi bien le travail à distance permanent que partiel/temporaire. En même temps, l'employeur peut transférer les employés au travail à distance sans leur consentement en cas d'urgence.

Contrat de travail

- **Durée du contrat de travail** : à durée indéterminée (déterminée, dans des cas exceptionnels)
- **Période d'essai** : max. 3 mois (6 mois pour le directeur général et le chef comptable)
- **Nombre d'heures de travail par semaine standard** : 40 h maximum
- **Heures supplémentaires admissible** : pas plus de 4 heures sur 2 jours consécutifs, pas plus de 120 heures par an ; les heures supplémentaires sont payées selon un coefficient de 1,5-2
- **Congé annuel** : min. 28 jours calendaires. Les jours de congés non utilisés sont reportés à la période suivante. Une compensation monétaire des jours de congés non utilisés n'est possible qu'en cas de licenciement d'un employé
- **Congé de naissance rémunéré** : 70 jours avant l'accouchement, un an et demi après
- **Congé parental non rémunéré** : Jusqu'aux 3 ans de l'enfant
- **Salaire minimal légal** : 23 508 roubles (en vigueur pour Moscou, 2022)
- **Résiliation du contrat par l'employé** : avec un préavis de 2 semaines (de trois jours en période d'essai, d'un mois pour le directeur général)
- **Résiliation du contrat par l'employeur** : uniquement pour les motifs prévus par le Code du travail de la Fédération de Russie

Résiliation du contrat par l'employeur

En Russie, il est impossible de licencier un employé à la discrétion de l'employeur, sans stipulations de motifs prévus par le Code du travail

Accord des parties	Suppression de poste	Non-respect de la discipline	Refus de l'employé d'accepter des modifications du contrat de travail
Motif de licenciement le plus répandu	Procédure précisément régie par la loi	Procédure pour déterminer la faute est très complexe	Possible dans des cas exceptionnels
Accord de l'employé obligatoire	Procédure de licenciement dure au moins 2 mois	En pratique, la procédure de licenciement dure au moins 2–3 mois	Au moins 2 mois pour compléter la procédure
Paiement d'une indemnité dans la plupart des cas	Accord de l'employé n'est pas requis		—
Possible à tout moment, n'exige aucune procédure (notification, etc.)	Impossibilité de licencier certaines catégories d'employés (femmes enceintes, femmes avec enfants de moins de 3 ans et autres)	Exigences très rigoureuses concernant la documentation établie par les Ressources humaines	Justification documentaire complexe obligatoire
Presque impossible à contester auprès d'un tribunal	—	Risque élevé de contestation auprès d'un tribunal	

Les autres motifs de résiliation d'un contrat de travail prévus par le Code russe du travail sont rarement appliqués, en raison de procédures complexes et inefficaces dans la pratique.

Sécurité au travail

En Russie, la sécurité au travail est très réglementée. Les employeurs sont tenus de procéder à une évaluation spéciale des conditions de travail, ainsi que de réaliser d'autres activités. Actuellement, les contrôles de sécurité au travail se pose surtout pour les entreprises industrielles.

Responsabilité en cas d'infraction à la législation du travail

Le contrôle du respect de la législation de travail est effectué par les entités suivantes :

- Inspection publique du travail
- Procureur

Les violations de la législation de travail les plus graves concernent :

- 1. Infraction aux lois de la sécurité au travail** — amendes jusqu'à 200 000 roubles pour chaque infraction ; suspension de l'activité ; responsabilité pénale.
- 2. Retard de paiement du salaire** — amendes jusqu'à 100 000 roubles pour chaque infraction ; suspension de l'activité ; responsabilité pénale.

3. Manquement aux exigences de la documentation des RH — amende jusqu'à 50 000 roubles pour chaque infraction.

7.2. Travailleurs indépendants

Un contrat de service avec des particuliers (travailleurs indépendants) peut être signé pour des travaux irréguliers. Il est recommandé de conclure ces contrats avec prudence du fait que les autorités ont tendances de les considérer comme des accords de travail — en particulier si les services sont fournis à une seule entreprise.

Entreprise individuelle	Indépendant	Individu
Citoyens de la Fédération de Russie et étrangers titulaires d'un permis de séjour temporaire ou d'un permis de séjour	Citoyens de la Fédération de Russie et de l'UEEA	Citoyens de la Fédération de Russie et étrangers
Enregistrement auprès des autorités fiscales et ouverture d'un compte en banque spécifique	Enregistrement au travers d'une application mobile ou site internet	Enregistrement non requis
Système d'imposition simplifié, imposition à hauteur de 6 % *	6 % d'impôt sur le revenu calculé automatiquement dans l'application mobile	L'entreprise paie 27,1 % de contributions sociales et retient l'impôt sur le revenu personnel (13 ou 30 %)
Déclaration annuel aux autorités fiscales	Déclaration pas requise	L'entreprise est responsable pour les déclarations auprès des autorités fiscales et du fond social
Revenu maximal** — 251,4 millions de roubles/an.	Revenu annuel maximal de 2,4 millions RUB. Les activités autorisées sont limitées	Pas de restrictions en regard du revenu annuel, limitations selon le type d'activité

* L'entreprise individuelle peut choisir un autre système d'imposition

** Selon le régime fiscal général, pas de restrictions en regard du revenu

7.3. Permis de travail et visas

Pour travailler en Russie, un ressortissant étranger doit obtenir un visa de travail (à l'exception de certains pays d'origine), ainsi qu'un permis de travail. Ce dernier existe sous deux formes : le permis de travail simple, et celui pour les spécialistes hautement qualifiés (VKS ; voir tableau page 12).

Permis de travail simple	Permis VKS
Le délai d'établissement est de 2,5 à 3 mois	Le délai d'établissement est de 1 à 2 mois
Salaire minimum non exigé	Salaire mensuel d'au moins 167 000 roubles (env. 2 800 EUR)
Expérience professionnelle ou qualification non-requises (à l'exception de certains postes non soumis à des quotas)	Haute qualification de l'employé, diplôme de formation et expérience dans le domaine concerné
L'employeur doit obtenir un permis spécial pour recruter un spécialiste étranger	Autorisation non obligatoire pour l'employeur
Durée de validité: 1 an	Durée de validité jusqu'à 3 ans
Obligation de passer un examen de langue russe, d'histoire de la Russie et des bases du droit russe	Examens non-obligatoires
Certificat médical exigé	Certificat médical exigé
Obligation de respecter un quota (si la spécialité y est soumise)	Absence de quota
Impôts: Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) ; cotisations sociales*	Impôts : Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)*
Ne donne pas droit au séjour pour les conjoints ou membres de la famille	Obtention de visa possible pour les conjoints et membres de la famille pour toute la période de validité du VKS
Délai d'enregistrement auprès des services de l'immigration : 7 jours ouvrables à compter de la date d'entrée en Russie (1 mois pour les pays de l'Union économique eurasiatique)	Délai d'enregistrement auprès des services de l'immigration : 90 jours calendaire + 7 jours ouvrables

* Cf. chapitre 6, « Cotisations sociales et IRPP » (p. 8)

Les étrangers qui n'ont pas besoin d'un visa pour entrer en Russie (ressortissants Azerbaïdjan, République de Moldavie, Tadjikistan, Ouzbékistan, etc.) doivent obtenir une licence de travail (ou alors un VKS).

La licence est un type d'autorisation spéciale qui permet au citoyen étranger de travailler pour n'importe quel employeur. Le coût de la licence dépend de la région et varie de **3 000 à 9 000 roubles** par mois. À Moscou et dans la région de Moscou le coût est d'environ **5 000 roubles** par mois.

Conformément aux statuts de l'Union économique eurasiatique, les ressortissants de Biélorussie, du Kazakhstan, de l'Arménie et du Kirghizistan peuvent travailler en Russie sans permis de travail ni licence.

Pièces à fournir au Service de l'immigration

	Document	Fréquence	Qui doit informer
Tous les ressortissants étrangers	Lors de la conclusion ou résiliation d'un accord de travail	Dans un délai de 3 jours à compter de la signature/ résiliation	Employeur (et ressortissant étranger s'il travaille avec une licence)
	A l'arrivée	A chaque entrée sur le territoire russe/ changement d'adresse	Hôtel, propriétaire, etc.
	Au départ	Lors d'un changement de résidence temporaire	Hôtel, propriétaire, etc.
Ressortissants étrangers avec VKS	Fiches de paie de l'employé	Chaque trimestre	Employeur
Étrangers avec un permis de séjour temporaire ou permanent	Preuves de résidence en Russie et justificatifs de revenus	Chaque année	Ressortissant étranger

En cas de violation des lois sur la migration, une société risque jusqu'à **1 million** de roubles d'amende, ainsi qu'une suspension de ses activités jusqu'à **90 jours**.

8. Protection des données personnelles

En Russie, la protection des données personnelles est strictement réglementée :

1. Les entreprises effectuant la collecte directe de données personnelles de citoyens russes, doivent conserver physiquement ces données (base de données, serveur, stockage) sur le territoire russe.
2. Le traitement des données personnelles exige le consentement de leur propriétaire.
3. 99,9 % des entreprises de la Fédération de Russie sont tenues de soumettre aux autorités publiques des rapports sur le traitement des données personnelles des employés et des clients, ainsi que de respecter les conditions de la transmission transfrontière de données personnelles

La protection des données personnelles comprend également l'établissement d'instructions au sein de l'entreprise concernant le traitement des données personnelles et l'accès aux locaux où elles sont stockées.

En cas d'infraction à la législation, les entreprises risquent jusqu'à **6 millions** de roubles d'amendes par personne / infraction commise, ainsi que le blocage de leur site internet sur le territoire russe.

9. Licence, Certification, Marquage

Licences et autorisations

Les activités des entreprises en Russie peuvent être classées en deux catégories :

1. Celles ne nécessitant pas de licences
2. Celles nécessitant soit une licence soit une appartenance à des Organisations d'auto-réglementation du secteur (ORS)

Activités nécessitant une licence

- Formation
- Services médicaux
- Fabrication et vente de médicaments
- Vente d'alcool, etc.

Activités nécessitant une appartenance à des ORS

- Construction, projection
- Audit
- Activité d'évaluation, etc.

Une société exerçant sans autorisation s'expose à de graves sanctions, pouvant aller jusqu'à la cessation d'activité et la poursuite pénale du directeur général et des responsables

Certifications et déclarations des produits

L'importation et la vente de certains types de produits en Russie exigent une documentation spécifique : certificats, attestations de conformités avec certaines normes techniques, etc.

La liste de ces produits est établie par la loi et correspond aux règles communes de l'Union économique eurasiatique (UEEA). Par exemple, tous les médicaments et compléments alimentaires bio sont soumis à un enregistrement obligatoire.

Marquage des produits

Afin de réduire les produits de contrefaçon et la contrebande en Russie, des systèmes de marquage et de traçage des marchandises ont été introduits ces dernières années. Les deux mesures sont conçues pour suivre le mouvement des marchandises depuis le moment de l'importation sur le territoire de la Fédération de Russie jusqu'au moment de la vente au consommateur final et garantir son authenticité. Elles s'appliquent à différentes catégories de produits.

Le marquage nécessite l'attribution d'un code spécifique à chaque bien, l'inscription dans un système particulier et un équipement technique spécifique chez le vendeur. Le système de traçabilité contrôle les marchandises par lots et ne nécessite pas d'équipements supplémentaires.

La liste des produits à marquer comprend actuellement l'alcool, les cigarettes, les médicaments, les chaussures et les vêtements, les parfums et autres. Les exigences de traçabilité s'appliquent entre autres aux équipements de réfrigération, aux machines à laver et aux poussettes. À l'avenir, le gouvernement envisage d'étendre les systèmes de marquage et de traçabilité à tous les produits.

10. Propriété intellectuelle et secret commercial

Propriété intellectuelle

La protection de la propriété intellectuelle est régie par le Code civil de la Fédération de Russie. La Russie reconnaît et protège les droits d'auteurs concernant les ouvrages scientifiques, les œuvres d'art et littéraires, les programmes et bases de données, les marques commerciales, les dénominations commerciales, les inventions, les modèles industriels et autres.

La législation prévoit non seulement la déclaration initiale, mais également l'enregistrement ultérieur si les objets de propriété intellectuelle sont le sujet de transactions telles que des contrats de licence, contrats de cession des droits d'auteurs et/ou changement de titulaire d'un droit.

Marques déposées

Une marque déposée est légalement protégée sur le territoire de la Russie seulement à condition d'avoir été enregistrée en tant que marque déposée russe ou internationale

La marque déposée donne à son propriétaire le droit exclusif de :

- utiliser la marque commerciale
- interdire son utilisation à des tiers
- disposer de celle-ci : la mettre à disposition, l'utiliser pour contribuer au capital statuaire, etc.

La Russie participe au système de Madrid sur l'enregistrement international des marques commerciales. Par conséquent, il existe en Russie deux possibilités pour déposer une marque :

Au Service fédéral de la propriété intellectuelle	A l'Office international de l'Organisation mondiale de la propriété Intellectuelle (OMPI)
Directement et uniquement auprès du service fédéral de la propriété intellectuelle en Russie	Nécessité d'être initialement enregistré dans un pays membre du système de Madrid
Le déposant doit le faire obligatoirement par l'intermédiaire d'un agent de brevets agréé en Russie	Le dépôt s'effectue par l'intermédiaire du bureau des brevets du pays d'origine de la marque, puis est envoyé à l'OMPI, qui le renvoie, à son tour, au bureau des brevets en Russie
Les taxes pour le dépôt d'une marque sont inférieures à celles pratiquées à l'international (autant pour l'enregistrement que pour le renouvellement de la protection juridique)	Possibilité de soumettre plusieurs demandes simultanées dans différents pays (à condition de déclarer immédiatement tous les pays voulus), dans le cadre d'un seul dépôt de demande et d'un seul règlement de taxe.
Délai d'étude du dossier : de 12 à 18 mois	Délai d'étude du dossier : de 12 à 18 mois
Durée de validité : 10 ans	Durée de validité : 10 ans

Secret commercial

Il existe en Russie de nombreuses lois qui protègent le secret commercial. Leurs applications en pratique s'avèrent cependant difficiles. C'est pourquoi elles n'assurent pas de protection efficace. Dans la majorité des cas, les documents censés protéger les informations confidentielles contre la divulgation (accords de non-divulgation, documentation interne de la société, etc.) ont plutôt un caractère déclaratif.

11. Déclaration en douane

La Russie est membre de l'OMC et de l'Union économique eurasiatique (UEEA). Les principes de la réglementation douanière sont largement déterminés par ces organisations. Les droits de douanes sont calculés sur la base de la valeur et/ou de la quantité, du poids ou du volume de la marchandise. Les droits de douane dépendent du type de produit et sont généralement compris entre **5 et 15 %**.

Les droits de douane représentent une partie considérable des revenus de l'État, ce qui engendre des contrôles fréquents et détaillés par les autorités douanières. Au moment de l'inspection, les marchandises peuvent être saisies.

Lors du dédouanement, la TVA dont le taux pour la plupart des marchandises s'élève

à **20 %** doit être payé. Un certain nombre de produits alimentaires, médicaux et autres marchandises bénéficient d'un taux préférentiel de **10 %**. Les marchandises qui n'ont pas d'analogues en Russie et qui figurent sur la liste du gouvernement de la Fédération de Russie, ne sont pas soumises aux droits de douane et à la TVA d'importation.

En 2022, un certain nombre de pays ont limité l'exportation de certains types de marchandises vers la Russie, et le gouvernement de la Fédération de Russie a introduit des mesures de soutien temporaires visant à stimuler les importations (simplification des procédures douanières et avantages financiers pour certaines catégories de marchandises).

Entre les pays de l'UEEA, les échanges sont exempts de douane. En outre, il existe des accords commerciaux prévoyant des droits de douane réduits avec la Serbie, Singapour, le Vietnam et plusieurs autres pays.

12. Opérations intragroupe

Les autorités fiscales russes accordent une attention particulière aux transactions intragroupe. Pour être incluses dans la base d'imposition, elles doivent être économiquement justifiées et dûment documentées

En ce qui concerne les transactions transfrontalières, toutes les entreprises russes sont tenues de soumettre une notification annuelle aux autorités fiscales si le chiffre d'affaires annuel total de ces transactions dépasse **120 millions** de roubles. L'administration fiscale peut vérifier le niveau de tarification des transactions contrôlées. Pour confirmer le niveau de marché des prix appliqués, les entreprises doivent fournir une documentation sur les prix de transfert.

Lorsqu'elles entrent sur le marché russe, les entreprises internationales doivent adapter leurs politiques sur les opérations intragroupe aux exigences de la législation russe.

13. Comptabilité et Audit

Comptabilité

Le système comptable russe est régi par l'état, y compris le plan comptable, les principes de comptabilité et les formes des bilans.

À la différence des normes de comptabilité en vigueur en Europe (IFRS) et aux États-Unis (US GAAP), la base de la comptabilité russe n'est pas la transaction elle-même, mais le document qui la confirme (selon un système lié à la forme juridique et non au contenu économique). À l'heure actuelle, les normes comptables russes (RAS) convergent vers les normes internationales IFRS.

Plus de **90 %** des sociétés russes utilisent le logiciel local **1C** pour leur comptabilité. **1C** est le système le plus adapté à la législation russe et aux pratiques commerciales locales. Il peut être intégré à tout autre système ERP d'entreprise.

Le Directeur général est responsable de l'organisation de la comptabilité de la société. La comptabilité est assurée soit par le chef comptable, soit par un cabinet comptable.

Comptes obligatoires pour les autorités publiques

Dénomination — chaque année	Dénomination — chaque trimestre
<ul style="list-style-type: none"> • États financiers • Confirmation annuelle du type d'activité • Déclaration pour le Régime réel simplifié d'imposition (RSI) • Déclaration d'impôt sur l'impôt foncier des organisations • Transactions contrôlées • Sociétés étrangères contrôlées (KIK) • Participation à des groupes internationaux de sociétés (MGK) 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration pour la taxe sur la valeur ajoutée • Déclaration pour l'impôt sur le revenu des sociétés • Comptabilité 6-IRPP
	Dénomination — chaque mois
	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports aux services de statistique • Formulaire unique de renseignements (EFS-1)* • Calcul des primes d'assurance (RSV)*

* Selon les mois, différentes sections du rapport sont à transmettre

D'autres rapports peuvent être obligatoires, en fonction du type d'activité et des actifs de la société.

Audit

L'audit comptable n'est pas obligatoire pour les sociétés russes, sauf pour:

- Les sociétés ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à **800 millions** de roubles ou des biens supérieurs à **400 millions** de roubles
- Les sociétés dont les actifs financiers sont admis à la négociation sur le marché des titres
- Les sociétés de financement, de crédit et d'assurance
- Les fonds de pension privés et autres fonds, y compris les fonds à but non lucratif et fonds de bienfaisance

Si un audit obligatoire est requis, les informations sur l'auditeur doivent être incluses dans les états financiers annuels de la période concernée.

Toute société peut s'adresser à un cabinet d'audit pour réaliser un audit indépendant si cela est désiré. En règle générale, c'est le cas des sociétés avec plusieurs participants ou des filiales de sociétés étrangères, dont la politique interne prévoit des audits.

Les états financiers de la plupart des entreprises russes sont publiés dans le domaine public, sur Internet.

14. Zones économiques spéciales

La Russie a créé un nombre de Zones économiques spéciales (ZES) pour développer les régions et attirer des investissements dans des secteurs économiques particuliers. Chaque ZES est clairement délimitée sur le territoire et dispose d'un statut juridique spécial, offrant des avantages spécifiques à ses résidents.

Les ZES proposent notamment des réductions des taux de la TVA, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur la propriété des entreprises, des droits de douane et des cotisations sociales.

Types de zones économiques spéciales :

- Zones industrielles de production ou Zones industrielles
- Zones d'innovation ou technologiques
- Zones portuaires
- Zones de loisirs ou touristiques

En plus des ZES, il existe également des Territoires de développement avancé (TOR). Ce sont des zones aux conditions fiscales préférentielles et où d'autres privilèges s'appliquent pour attirer des investissements dans certaines régions russes (Extrême-Orient, îles Kouriles, certaines villes à industrie unique, etc.). La principale différence avec les ZES est l'accent mis dans les TOR sur la création d'infrastructures urbaines au lieu, par exemple, d'infrastructures destinées à la production.

En outre, en 2018, en réponse aux sanctions internationales dans le territoire de Primorsk et dans la région de Kaliningrad, ont été créées des régions administratives spéciales (RAS), surnommées « offshore internes ». Contrairement aux ZES et aux TOR, les conditions dans les RAS sont calculées principalement en fonction des sociétés holdings internationales qui perçoivent des revenus de leur activité en Russie. Les sociétés internationales enregistrées dans les RAS bénéficient d'exonérations d'impôt sur le revenu versé à l'étranger.



À propos de Bellerage

Bellerage, membre fondateur de l'Alliance Internationale **XLNC**, fournit à ses clients une large gamme de solutions d'externalisation, de conseil et d'audit.

XLNC — c'est plus de 200 partenaires et 3 500 spécialistes dans le monde entier — vise à fournir des services professionnels qui répondent aux normes de qualité les plus élevées en Europe, Asie, Australie et Amérique.

Nous avons commencé notre activité en Russie en 1999. Notre expertise et expérience locale sont confirmées par des centaines de projets réussis pour des sociétés de divers secteurs.

Bellerage est membre des organisations suivantes :

- **Delovaya Russia** (Business Russia)
- **Association Des Parcs Industriels De Russie** (AIP)
- **Union Russo-Asiatique des Industriels et des Entrepreneurs** (RASPP)
- **Chambre de commerce et d'industrie franco-russe** (CCIFR)
- **Chambre de commerce extérieur russo-allemande** (AHK)
- **Indian Business Alliance** (IBA)
- **Association des Entrepreneurs de Russie et de Turquie** (RTIB)
- **Association des entreprises européennes** (AEB)
- **Chambre de commerce américaine en Russie** (AmCham)
- **Chambre De Commerce Canado-Eurasienne** (CECC)

Nous permettons nos clients de se concentrer sur le développement de leurs activités principales.

Bellerage est dans le TOP-3 des prestataires de services comptables en Russie (RA Expert) et est leader pour le rapport qualité/prix dans l'externalisation financière et juridique

Lancement de la société

- [+] Etudes de marché et recherche de partenaires
- [+] Évaluation des possibilités et des risques potentiels
- [+] Due diligence des entreprises achetées et actifs
- [+] Enregistrement des entreprises
- [+] Service de Sociétés de gestion
- [+] Définir les principes de comptabilité et fiscalité
- [+] Coordination des processus logistiques
- [+] Assurances d'entreprise

Finances et comptabilité

- [+] Tenue de la comptabilité
- [+] Respect des normes russes, internationales et sociales
- [+] Consultations fiscales

Services CFO (directeur financier)

- [+] Gestion de la trésorerie
- [+] Analyse de performance et budgétisation
- [+] Aide au recouvrement des comptes débiteurs
- [+] Organisation des opérations bancaires
- [+] Développement d'un modèle d'affaires financier
- [+] Mise en place des processus comptable et suivi

Services informatiques

- [+] Développement et mise en œuvre de solutions **1C**
- [+] Configuration de l'infrastructure informatique
- [+] Échanges des données avec des systèmes ERP
- [+] Automatisation des procédures d'entreprise
- [+] Mise en place d'un échange de documents électroniques
- [+] Location de serveurs, licences
- [+] Automatisation des rapports de gestion

Conseil fiscal

- [+] Structure fiscale des opérations
- [+] Prix de transfert
- [+] Assistance lors de litiges fiscaux
- [+] Préparation et accompagnement lors des audits
- [+] Gestion des risques fiscaux
- [+] Rapports sur les transactions intragroupe

Ressources humaines

- [+] Recrutement
- [+] Soutien à l'obtention de visas
- [+] Traitement des salaires
- [+] Gestion des ressources humaines
- [+] Élaboration de la politique interne

Audit

- [+] Audit selon les normes comptables nationales et internationales
- [+] Diligence raisonnable
- [+] Consolidation
- [+] Transformation de la comptabilité
- [+] Vérification des participants étrangers pour l'inclusion dans le registre PME

Services juridiques

- [+] Service juridique externalisé
- [+] Elaboration et analyse des contrats
- [+] Contrôle des contractants
- [+] Droit du travail
- [+] Protection des données personnelles

Contacts

Alexander Bykov

Associé exécutif

A.Bykov@bellerage.com

+7 985 999 04 30

Chet Bowling

Associé

C.Bowling@bellerage.com

+7 916 601 43 75

Alexander Safiulin

Directeur

A.Safiulin@bellerage.com

+7 903 507 79 78



Marina Golubentseva

Associé

M.Golubentseva@bellerage.com

+7 910 002 16 04

Inna Sidorova

Associé

I.Sidorova@bellerage.com

+7 916 653 50 70

Alexander Filinov

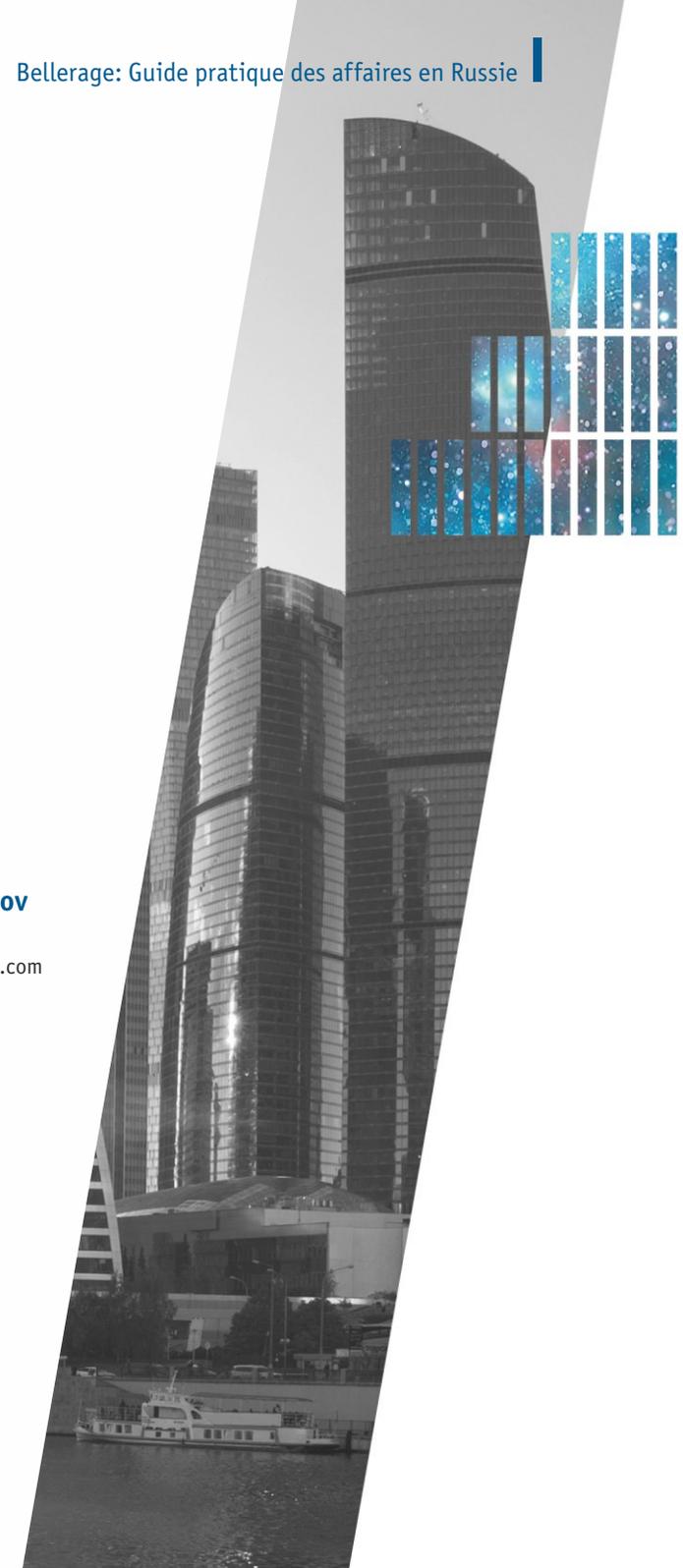
Directeur

A.Filinov@bellerage.com

+7 915 368 04 25

Tél. : +7 495 755 55 68 • Courriel : russia@bellerage.com • 11/1 rue Chtchipok, 115054, Moscou, Russie

www.bellerage.com



Les précisions de ce guide sont fournies à titre d'information. Pour la prise de décisions de gestion, il est nécessaire d'organiser des consultations professionnelles supplémentaires.

Toutes les images sont utilisées sous licence de Shutterstock.com, sauf les suivantes :
page 1 — affiche «Avec un coin rouge enfonçons les blancs» de El Lissitski (1920), fragments des affiches de D. Moor (1919) et ROSTa (1919–1921) — domaine public ;
page 2 — la carte de la Fédération Russe (a été modifié pour ce guide) par Uwe Dederling / commons.wikimedia.org / CC BY-SA 4.0



Bellerage